



Odycé SAS

Membre de Moore Global

4, rue Léon Paulet, 13008 Marseille

5, rue Salneuve, 75017 Paris

Ligue des Droits de l'Homme

Fonds de dotation

SIREN 798 846 721

Siège social : 138, rue Marcadet

75018 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Odycé SAS – Membre de Moore Global

SAS au capital de 150 000 euros

RCS Marseille 343 276 580

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence-Bastia



Ligue des Droits de l'Homme

Fonds de dotation

SIREN 798 846 721

Siège social : 138, rue Marcadet

75018 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration du fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans :

- le paragraphe « Autres changements comptables » du chapitre de l'annexe des comptes annuels consacré aux « Principes et méthodes comptables » exposant le traitement comptable des legs au regard des statuts prévoyant la consomptibilité de la dotation. ;
- le paragraphe « engagements hors bilan » de l'annexe des comptes annuels exposant les legs acceptés pour lesquels aucune valorisation fiable n'a pu être obtenue.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les notes « Dotations consomptibles » et « Legs et fonds reportés » des principales méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels exposent les règles de comptabilisation des dotations issues de legs et donations. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fonds de dotation, nous avons vérifié la correcte application de la réglementation comptable et la présentation qui en est faite et nous nous sommes assurés que les notes annexes détaillées fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres du Conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

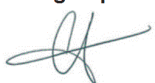
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 31 octobre 2025
Le commissaire aux comptes,

Signé par :

F34B4AE4D620461...

Aurélie LAFITTE

Odycé SAS

Membre de Moore Global

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



FONDS DE DOTATION LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Table des matières

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

PREAMBULE 6

INFORMATIONS GENERALES 6

 1. Objet social du fonds de dotation 6

 2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées 7

 3. Moyens mis en œuvre 7

INFORMATIONS RELATIVES A LA POLITIQUE DE GESTION DES DOTATIONS 8

FAITS MARQUANTS 8

 1. Faits marquants de l'exercice 8

 2. Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêté des comptes 9

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES 10

 1. Règlementation comptable 10

 2. Principales méthodes retenues 10

 3. Changements comptables 13

Informations relatives aux postes du bilan 13

 1. Actif immobilisé 13

 2. État des échéances des créances à la clôture de l'exercice 14

 3. Tableau des fonds propres 14

 4. Tableau de variation des fonds reportés 15

 5. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice 15

 6. Charges à payer 15

Informations relatives aux postes du compte de résultat 16

Engagements hors bilan 16

CROD et CER 17

ETAT DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGERT

BILAN

Bilan actif

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023	VARIATION
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	2 880 000	16 000	2 864 000	1 500 000	1 364 000
Terrains	400 000	-	400 000	-	400 000
Constructions	800 000	16 000	784 000	-	784 000
Installations tech., mat. et outillage industriels	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 680 000	-	1 680 000	1 500 000	180 000
Immobilisations financières	153	-	153	153	- 1
Participations et Créances rattachées	153	-	153	153	- 1
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Total I	2 880 153	16 000	2 864 153	1 500 153	1 364 000
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours	-	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-	-
Créances	701 192	-	701 192	-	701 192
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 080	-	1 080	-	1 080
Créances reçues par legs ou donations	700 112	-	700 112	-	700 112
Autres	-	-	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-	-
Disponibilités	373 589	-	373 589	138 274	235 315
Charges constatées d'avance	-	-	-	-	-
Total II	1 074 781	-	1 074 781	138 274	936 507
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-	-
Ecart de conversion Actif (V)	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 954 934	16 000	3 938 934	1 638 427	2 300 507

Fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme

Bilan passif

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023	VARIATION
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS			
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	-	-	-
Fonds propres statutaires	-	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-
Fonds statutaires	-	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-
Réserves	-	-	-
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-
Réserves pour projet de l'entité	-	-	-
Autres	-	-	-
Report à nouveau	-	45 991	- 45 991
(Excédent) ou déficit de l'exercice	-	89 644	- 89 644
Situation nette (sous total)	-	135 636	- 135 636
Fonds propres consommables	3 814 961	-	3 814 961
Subventions d'investissement	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-
Total I	3 814 961	135 636	3 679 325
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	1 500 000	- 1 500 000
Fonds dédiés	-	-	-
Total II	-	1 500 000	- 1 500 000
PROVISIONS			
Provisions pour risques	-	-	-
Provisions pour charges	-	-	-
Total III	-	-	-
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 857	2 791	66
Dettes des legs ou donations	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	6 400	-	6 400
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	111 883	-	111 883
Instruments de trésorerie	-	-	-
Produits constatés d'avance	2 833	-	2 833
Total IV	123 973	2 791	121 182
Ecart de conversion Passif (V)	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	3 938 934	1 638 427	2 300 507

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice 2024	Exercice 2023	VARIATION
COMPTE DE RESULTAT			
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	-	-	-
Ventes de biens et services	34 631	-	34 631
<i>Ventes de biens</i>	-	-	-
dont ventes de dons en nature	-	-	-
<i>Ventes de prestations de service</i>	34 631	-	34 631
dont parrainages - loyers legs reçus	34 631	-	34 631
Produits de tiers financeurs	109 193	1 574 423	- 1 465 230
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-	-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible	109 193	-	109 193
Subventions	-	-	-
Produits liés à des financements réglementaires	-	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-
Dons manuels	-	-	-
Mécénats	-	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	1 574 423	- 1 574 423
Contributions financières	-	-	-
Reprises sur amort., dépréciations, prov. et transferts de charges	-	-	-
Utilisations des fonds dédiés	-	19 000	- 19 000
Autres produits	0	-	0
Total I	143 824	1 593 423	- 1 449 599
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	-	-	-
Variation de stock	-	-	-
Autres achats et charges externes	11 334	3 425	7 909
Aides financières	110 000	-	110 000
Impôts, taxes et versements assimilés	13	20	- 7
Salaires et traitements	-	-	-
Charges sociales	-	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 000	-	16 000
Dotations aux provisions	-	-	-
Reports en fonds dédiés	-	1 500 000	- 1 500 000
Autres charges	-	-	-
Total II	137 347	1 503 445	- 1 366 098
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	6 477	89 978	- 83 501

Fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme

	Exercice 2024	Exercice 2023	VARIATION
COMPTE DE RESULTAT			
PRODUITS FINANCIERS			
De participation	3	2	2
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	-	-
Différences positives de change	-	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Total III	3	2	2
CHARGES FINANCIERES			
Dot. aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	-	-
Différences négatives de change	-	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Total IV	-	-	-
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3	2	2
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	6 480	89 979	- 83 499
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	-	18 665	- 18 665
Sur opérations en capital	-	-	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-	-
Total V	-	18 665	- 18 665
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	80	19 000	- 18 920
Sur opérations en capital	-	-	-
Dot. aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-	-
Total VI	80	19 000	- 18 920
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 80	- 335	255
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 400	-	6 400
Total des produits (I + III + V)	143 827	1 612 089	- 1 468 262
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	143 827	1 522 445	- 1 378 618
(EXCEDENT) OU DEFICIT	-	89 644	- 89 644
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	-	-	-
Prestations en nature	-	-	-
Bénévolat	-	-	-
TOTAL	-	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature	-	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-	-
Prestations en nature	-	-	-
Personnel bénévole	-	-	-
TOTAL	-	-	-

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

PREAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont caractérisés par les données suivantes :

- | | |
|---|-----------------|
| ▪ Total du bilan : | 3 938 934 Euros |
| ▪ Total des produits d'exploitation : | 143 824 Euros |
| ▪ Résultat comptable de l'exercice (Excédent) : | Néant |

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, l'exercice précédent clos le 31 décembre 2023 couvrait également une période de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels du fonds de dotation arrêtés par le Président et présentés au Conseil d'administration.

L'annexe comporte les informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat. Les informations sont présentées dans l'annexe des comptes dans l'ordre selon lesquels les postes auxquels elles se rapportent sont présentés dans le bilan et le compte de résultat. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du fonds de dotation. Sauf indication contraire les éléments des notes seront exprimés en Euros.

INFORMATIONS GENERALES

(Article 431-1 du règlement ANC N° 2018-06)

1. Objet social du fonds de dotation

Le fonds de dotation « Ligue des droits de l'Homme » (LDH) a pour objectif de soutenir et financer les activités de défense des droits et de lutte contre les discriminations :

- Activités liées aux combats pour le respect des droits et des libertés, pour la défense des principes énoncés dans les Déclarations des droits de l'Homme de 1789 et de 1793, la Déclaration universelle de 1948 et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et ses protocoles additionnels.
- Activités d'information, sensibilisation, formation sur les questions de droits et de lutte contre les discriminations
- Activités d'appui et de conseil aux personnes victimes de discriminations ou dont les droits sont bafoués.

Ces activités de défense des droits et de lutte contre les discriminations seront mises en œuvre par l'association « Ligue des droits de l'Homme ».

Fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme

L'association « Ligue des droits de l'Homme » œuvre à l'application des conventions et des pactes internationaux et régionaux en matière de droit d'asile, de droit civil, politique, économique, social et culture.

Elle combat l'injustice, l'illégalité, l'arbitraire, l'intolérance, toute forme de racisme et de discrimination fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle, les mœurs, l'état de santé ou le handicap, les opinions politiques, philosophiques et religieuses, la nationalité, et plus généralement toute atteinte au principe fondamental d'égalité entre les êtres humains, toutes les violences et toutes les mutilations sexuelles, toutes les tortures, tous les crimes de guerre, tous les génocides, et tout crime contre l'humanité. Elle lutte en faveur du respect des libertés individuelles en matière de traitement des données informatisées, et contre toute atteinte à la dignité, à l'intégrité et à la liberté du genre humain pouvant notamment résulter de l'usage de techniques médicales ou biologiques. Elle concourt au fonctionnement de la démocratie et agit en faveur de la laïcité.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'association Ligue des droits de l'Homme intervient chaque fois que lui est signalée une atteinte aux principes énoncés au paragraphe « 1. Objet social », au détriment des individus, des collectivités et des peuples.

Ses moyens d'action sont : l'appel à la conscience publique, les interventions auprès des pouvoirs publics, auprès de toute juridiction, notamment la constitution de partie civile lorsque des personnes sont victimes d'atteintes aux principes ci-dessus visés et d'actes arbitraires ou de violences de la part des agents de l'État. Lorsque des actes administratifs nationaux ou locaux portent atteinte aux principes visés ci-dessus, la LDH agit auprès des juridictions compétentes. À ces moyens s'ajoutent les pétitions aux Chambres, les publications, les réunions, les manifestations.

Conformément aux principes qu'elle représente, la Ligue des droits de l'Homme s'interdit d'intervenir, entre les plaideurs, dans tout litige qui ne concerne que des intérêts privés. La LDH assure des actions de formation dans le cadre de procédures de formation continue, aux fins de réaliser les objectifs décrits au paragraphe « 1. Objet social », dans le respect de la législation en vigueur.

Elle est la seule organisation en France à appréhender la globalité des droits (civils, politiques, économiques, sociaux, culturels, environnementaux), défendre leur indivisibilité et leur caractère universel.

Présente sur tous les terrains où le droit et son effectivité sont malmenés, elle combat l'injustice, l'illégalité, l'arbitraire, l'intolérance, toute forme de racisme et de discrimination.

3. Moyens mis en œuvre

Les ressources du fonds de dotation Ligue des droits de l'Homme se composent de toutes les recettes autorisées par la loi et les statuts, dans le respect de l'indépendance et de l'éthique de la LDH, et notamment :

- De revenus de capitaux mobiliers,
- De revenus fonciers,
- des dons et des legs autorisés par l'autorité compétente,
- des biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable.

INFORMATIONS RELATIVES A LA POLITIQUE DE GESTION DES DOTATIONS

(Articles 433-1 à 433-3 du règlement ANC N°2018-06)

Le fonds de dotation LDH a été constitué sans dotation en capital. La consomptibilité de la dotation est prévue afin de financer les activités de défense des droits et de lutte contre les discriminations.

L'article 8 des statuts du fonds de dotations précise que le rôle du fonds de dotation consiste :

- A recevoir et gérer en les capitalisant, des biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable ;
- A utiliser les capitaux et/ou les revenus de la capitalisation en vue de la réalisation de la mission d'intérêt général poursuivie par le Fonds de dotation.

Antérieurement à 2024 les dotations du fonds n'étaient pas d'importance significatives. Au regard des legs obtenus au cours de l'exercice 2024 (ou en cours de réalisation définitive) à la date de clôture des comptes, le fonds de dotation s'est organisé afin de réaliser et approuver en 2025 le plan pluriannuel de consommation de ses dotations consomptibles qui sera présenté dans l'annexe des comptes 2025.

FAITS MARQUANTS

1. Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice les principaux évènements intervenus sont les suivants :

Suivi du legs Paris 19^{ème} :

- Le fonds de dotation avait accepté un legs sur l'exercice précédent pour lequel aucune valorisation fiable n'avait pu être obtenue lors de l'arrêté des comptes 2023. Un appartement dans le 19^{ème} arrondissement de Paris était prévu à la succession pour lequel le fonds de dotation a été désigné colégataire à titre particulier par le testateur à hauteur de 33,33 % conjointement avec Amnesty International et Les Restos du Cœur. Le 12 novembre 2024, ce legs particulier a été délivré et a été valorisé dans les comptes du fonds de dotation au 31/12/2024 en actif immobilier destiné à être cédé à hauteur de 80.000 euros correspondant à la part devant revenir au fonds de dotation. La valorisation retenue est celle de l'acte notarié, la vente restant en cours. La contrepartie a été affecté à la dotation consomptible.

Suivi du legs de Saint Raphaël :

- En 2023, le fonds de dotation a obtenu une évaluation concernant un immeuble à St-Raphaël pour lequel le fonds de dotation avait été désigné légataire par le testateur lors des exercices précédents. Le fonds de dotation avait enregistré 1.500K€ au sein de la rubrique « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » correspondant à la fourchette basse de l'estimation reçue par une agence immobilière.
- En juin 2024, la succession a été finalisée et le fonds de dotation est devenu propriétaire de l'ensemble immobilier comprenant à la fois des appartements, des garages et des locaux commerciaux déjà loués pour bonne partie. Le fonds de dotation a par ailleurs pris la

Fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme

décision en octobre 2024 de conserver le bien et a procédé à une nouvelle demande d'estimation de ce dernier qui s'est élevée à 1.200K€.

- Le bien immobilier a été décomposé à l'actif du bilan conformément à l'estimation obtenue entre la part « terrain » de 0.4M€ et la part « construction » de 0.8M€ de valeur brute. L'analyse par composant sera mise en place pour le plan d'amortissement de l'immeuble à compter du 1^{er} janvier 2025.
- La contrepartie du dénouement de ce legs a été comptabilisé à la dotation consommable.

Autres legs :

- Le 11 décembre 2024, le fonds de dotation est devenu propriétaire d'un appartement situé dans le 4^{ème} arrondissement de Paris aux termes d'un testament olographe où le fonds de dotation avait été désigné légataire universel par le testateur fin 2023. Le bien destiné à être cédé a été inscrit au bilan 2024 pour sa valeur résultant de l'acte notarié soit 1.600K€. Par ailleurs, le total des autres avoirs nets des passifs de succession d'un montant de 698K€ ont été inscrits au bilan dans l'attente de leur réalisation définitive. Au total cette succession s'élève à 2.298K€ et a fait l'objet d'une inscription à la dotation consommable.

Résultat de l'exercice

- **Les charges s'élèvent à 143.827 euros :**

Le fonds de dotation a apporté son soutien à l'Association Ligue des Droits de l'Homme en apportant une aide financière de 110.000 euros dont 60.000 € pour ses activités juridiques, 15.000 € pour le projet CQFD pour l'égalité, 10.000 € pour les journées d'études, 10.000 € pour la formation, 10.000 € pour le concours « Écrits pour la fraternité » et 5.000 € pour le concours de plaidoiries.

La dotation aux amortissements de l'immeuble s'élève quant à elle à 16.000 euros.

Les autres charges de l'exercice comprennent les honoraires du commissaire aux comptes, les dépenses de téléphonie, frais bancaires et les impôts.

- **Les produits avant consommation de la dotation consommable s'élèvent à 34.634 euros :**

Au cours de l'exercice 2024 le fonds de dotation a perçu 34.631 euros de loyers et refacturations de charges locatives pour l'immeuble situé à Saint-Raphaël, les charges locatives et de gestion de ce bien se sont élevées quant à elles à 7.999 euros.

Les autres produits sont non significatifs (3 euros)

La consommation de la dotation consommable d'un exercice correspondant à l'excédent de charges sur les produits de l'exercice, il a été comptabilisé un montant de 109.193 euros au titre de la consommation 2024 de la dotation consommable. Le résultat du fonds de dotation est donc nul pour l'exercice 2024.

2. Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêté des comptes

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'a été relevé remettant en cause les hypothèses retenues.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1. Règlementation comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits au compte de résultat sont inscrits sans compensation.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- Du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 et de ses règlements modificatifs ultérieurs lorsqu'appliquable à l'entité, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité notamment le règlement N° 2022-04 du 30 juin 2022 relatif à la tenue d'un état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger.

2. Principales méthodes retenues

A. Dotations consommables

(Art. 214-2 du règ. ANC 2018-06)

Les dotations consommables des fonds de dotation sont comptabilisées dans une rubrique spécifique des fonds propres.

La consommation de la dotation consommable d'un exercice correspond à l'excédent de charges sur les produits de l'exercice.

Une information est donnée dans l'annexe sur la politique de l'entité en matière de consommation de la dotation consommable. Le suivi de la réalisation du plan pluriannuel de consommation ou du budget de consommation arrêté par l'organe habilité est fourni dans l'annexe.

Comme exposé ci-dessus, antérieurement à 2024 les dotations du fonds n'étaient pas d'importance significatives. Au regard des legs obtenus au cours de l'exercice 2024 (ou en cours de réalisation définitive) à la date de clôture des comptes, le fonds de dotation s'est organisé afin de réaliser et approuver en 2025 le plan pluriannuel de consommation de ses dotations

consomptibles qui sera présenté dans l'annexe des comptes 2025 et dans le rapport d'activité 2025.

B. Legs et fonds reportés

Date d'entrée en comptabilité et évaluation

Une **assurance-vie** dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité (Article 213-3 du règlement ANC 2018-06).

Les **biens et dettes reçus par legs** sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par le conseil d'administration ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci. Concernant les legs, « date d'acceptation » s'entend comme la date de comptabilisation des biens et dettes à la date d'acceptation, à la date d'entrée en jouissance si elle est postérieure ou à la date de levée de la dernière condition suspensive. (Article 213-5 du règlement ANC 2018-06).

Règles de comptabilisation des legs ou donations à la date d'acceptation

A la date d'acceptation, les **biens provenant de legs ou de donations** sont comptabilisés à l'actif du bilan de l'Association :

- dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés ci-dessus et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision du conseil d'administration ;
- dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés ci-dessus et qui sont destinés à être cédés.

A la date d'acceptation, les **passifs provenant des legs ou donations** sont constitués :

- des dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès ;
- des dettes grevant le bien transférées au bénéficiaire de la donation ;
- de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Les dettes sont comptabilisées dans le compte « Dettes des legs ou donations ». L'engagement pris par l'entité au titre des obligations stipulées par le testateur ou le donateur fait l'objet d'une provision comptabilisée dans le compte « Provision pour charges sur legs ou donations ».

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou de donations est affectée à la dotation consomptible conformément aux statuts.

C. Dons

Concernant les dons manuels reçus (incluant le mécénat) :

- lorsque le fonds de dotation ne fait pas appel à la générosité du public, les dons manuels reçus sont à enregistrer en dotation consommable, conformément à l'article 140, III de la loi 2008-776 du 4 août 2008 ;
- lorsque le fonds de dotation fait appel à la générosité du public, les dons manuels reçus dans ce cadre doivent faire l'objet d'une décision de l'organe délibérant précisant l'affectation de ces ressources en dotation ou en ressources, ce qui permet d'en effectuer une traduction conforme en comptabilité (Circ. économie ECEM0908677C du 19-5-2009 : JO 19-6 p. 9992 ; Loi 2008-776 du 4-8-2008 art. 140, III).

Aucun don n'a été perçu au cours de l'exercice 2024 par le fonds de dotation

Produits et charges afférents aux biens destinés à être cédés

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits en compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes « Autres charges sur legs ou donations » et « Autres produits sur legs ou donations ».

D. Méthodes d'évaluation et de dépréciation de l'actif circulant

(Article 834-6 du règ. ANC 2014-03)

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

E. Fonds dédiés

Principes généraux

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites, notamment leur affectation à des projets définis, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat...

Utilisation des fonds dédiés

(Article 132-3 du règ. ANC 2018-06)

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Sont comptabilisées au crédit du compte « Utilisation de fonds dédiés » les montants des charges d'exploitation comptabilisées dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini.

Fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme

F. Provisions pour risques et charges

Principes généraux

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'association a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

G. Contributions volontaires en nature

Le fonds de dotation a décidé de ne pas valoriser les contributions volontaires en nature, le bénévolat correspondant exclusivement au temps des membres du conseil d'administration bénévoles et du temps du personnel comptable salarié de l'association Ligue des droits de l'Homme.

3. Changements comptables

A. Changement de réglementation comptable

Néant

B. Autres changements comptables

Au cours de l'exercice 2024, le fonds de dotation a procédé à une revue complète du traitement comptable des legs au regard des événements qui se sont dénoués sur cet exercice et ce en conformité avec ses statuts prévoyant la consomptibilité de la dotation.

Ainsi, l'ensemble des legs et donations ont été affectés, qu'ils se soient réalisés définitivement au cours de l'exercice ou en cours, à la dotation consomptible et ne transitent désormais plus par le compte de résultat (précédemment constatés en résultats et neutralisés par un fonds reporté)

Informations relatives aux postes du bilan

1. Actif immobilisé

L'actif immobilisé comprend :

- le bien de Saint Raphaël précédemment exposé pour une valeur nette comptable au 31/12/2024 de 1.184K€ dont 400K€ de terrain.
- Le bien destiné à être cédé pour le bien du 19^{ème} arrondissement de Paris : 80K€
- Le bien destiné à être cédé pour le bien du 4^{ème} arrondissement de Paris : 1.600K€

Soit un total de 2.864K€ net

Fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme

2. État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Les créances sont toutes à moins d'un an et comprennent :

- Des créances reçues par legs à hauteur de 700.112€ correspondant au legs exposé ci-dessus dont l'acte a été finalisé en décembre 2024 ;
- Des produits à recevoir de 1.080€ au titre de loyers.

3. Tableau des fonds propres

A. Tableau de variation des fonds propres

Les fonds propres du fonds de dotation sont intégralement issus de la générosité publique ou des revenus issus de la gestion des dotations issues de la générosité du public.

Tableau de variation des fonds propres	31.12.2023	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		31.12.2024
	Montant global	Montant	Dont générosité publique	Montant	Dont générosité publique	Montant	Dont générosité publique	Montant
Fonds associatif sans droit de reprise	-							-
Fonds propres sans droit de reprise	-							-
Fonds associatif avec droit de reprise	-							-
Fonds propres avec droit de reprise	-							-
Ecart de réévaluation	-							-
Réserves	-							-
Report à nouveau	45 992	45 992	-					-
Excédent ou déficit de l'exercice	89 644	89 644	-					-
Situation nette	135 636	135 636	-	-	-	-	-	-
Fonds propres consommables	-	135 636	135 636	3 788 518	3 788 518	109 193	109 193	3 814 961
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	-							-
Subventions d'investissement	-							-
Provisions réglementées	-							-
Total	135 636	-	135 636	3 788 518	3 788 518	109 193	109 193	3 814 961

Le détail de la dotation consommable est fourni ci-après :

Fonds propres consommables	Montant
Excédents des exercices antérieurs	135 636
Legs Saint Raphaël - réalisé immobilier	1 200 000
Legs Saint Raphaël - réalisé autres actifs	206 704
Legs en cours Paris 19 ème immobilier	80 000
Legs en cours Paris 4ème immobilier	1 600 000
Legs en cours Paris 4ème - autres actifs	698 229
Legs obtenu en 2024 - assurance vie	3 586
Total de la dotation consommable	3 924 154
Consommation 2024 de la dotation (perte de l'exercice)	- 109 193
Fonds propres consommables	3 814 961

Ce montant de dotation ne se reflète pas sur l'état de la trésorerie du fonds de dotation au 31/12/2024 car deux legs sont en cours de réalisation définitive et le bien de Saint-Raphaël a été conservé par le fonds de dotation.

4. Tableau de variation des fonds reportés

Variation des fonds reportés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	Transfert	A la clôture de l'exercice
<i>Biens reus par legs destinés à être cédés</i>	1 500 000			1 500 000	-
TOTAL	1 500 000	-	-	1 500 000	-

Le fonds reporté lié au legs de Saint-Raphaël a été corrigé et transféré à la dotation consommable dans le cadre de la revue globale du traitement des legs en 2024

5. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Les dettes sont à moins d'un an et comprennent l'aide accordée à l'Association Ligue des Droits de l'Homme de 110.000 euros précédemment exposée.

6. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	2 024	2 023
Financier (Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit)	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 857	2 791
Dettes fiscales et sociales	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	0	0
Total	2 857	2 791

Informations relatives aux postes du compte de résultat

Les éléments significatifs ont précédemment été exposés.

Les honoraires du commissaire aux comptes s'établissent à 2856 euros TTC.

Engagements hors bilan

Le fonds de dotation a accepté un legs sur l'exercice pour lequel aucune valorisation fiable n'a pu être obtenue. Les dossiers sont en cours à la date d'arrêté des comptes avec les notaires et les éventuels colégataires et légataires particuliers.

Ainsi, aucun montant n'a été inscrit au bilan par prudence au 31.12.2024 sur le legs suivant qui comprend notamment un appartement situé à Béziers pour lequel une autre association et un autre légataire devrait recevoir une partie importante des fruits de la vente.

Ce bien sera destiné à être cédé. Au 31.12.2024, quand bien même une valorisation aurait été retenue, ces éléments auraient fait l'objet d'une inscription en fonds reportés n'entraînant aucune incidence sur le résultat de l'exercice.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES (CER) COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC CONFORME A LA LOI N° 91-772 DU 7 AOUT 1991**Préambule**

Les associations et fondations relevant des articles 3 et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 et les fonds de dotation qui font appel à la générosité du public relevant de §2 du VI de l'article 140 de la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie incluent dans l'annexe de leurs comptes annuels une sous-section qui comporte les états suivants :

- un compte de résultat par origine et destination (CROD) défini à l'article 432-2 du règlement ANC N° 2018-06 ;
- un compte d'emploi annuel des ressources (CER) collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 défini à l'article 432-17 ANC N° 2018-06;
- les informations nécessaires à leur bonne compréhension.

CROD et CER

Le fonds de dotation n'ayant collecté aucun don au cours de l'exercice et ne dépassant pas le seuil de 153.000€ - le CER et le CROD n'ont pas été produits en 2024

L'annexe des comptes fournit les éléments détaillés à la compréhension des charges et produits de l'exercice 2024.

Fonds de dotation Ligue des Droits de l'Homme

ETAT DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER

En application des articles 21, 22, 73 et 75 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, un état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger figure dans l'annexe des comptes annuels des associations mentionnées au second alinéa de l'article 4-1 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat.

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article est mise à la disposition du public :

- au siège de l'association, situé 138 rue Marcadet 75018 Paris ;
- et sur le site internet de l'association

Le total des avantages et ressources provenant de l'étranger est de 0€ pour l'exercice 2024,